

Qu'arrive-t-il à la nuée de corbeaux pour la Palestine ?

écrit par Thérèse Zrihen-Dvir | 28 août 2025





Comme un essaim de vautours autour d'une proie agonisante, les chefs d'État européens quittent doucement la branche sur laquelle ils s'étaient rassemblés dans l'attente de se jeter sur Israël, qu'ils espéraient voir trébucher et s'aplatir.

A la place, c'est un Israël qui se défait de ses feuilles et branches mortes pour donner naissance à de nouvelles pousses, vigoureuses, hardies, fières et belles. Un pied de nez qui n'a certes pas plu à beaucoup d'États en décadence.

Pourtant osons appeler cela un brin de « bon sens » de « logique » ou de « réalisme », quand certains d'entre ces États soulignent :

« *Le chancelier allemand Friedrich Merz* qui s'est exprimé ce mardi sur la situation au Proche-Orient, lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre canadien Mark Carney. Ses déclarations contrastent sensiblement avec celles formulées récemment

par le président français Emmanuel Macron, révélant une différence de ton et de stratégie diplomatique entre Berlin et Paris.

Une ligne allemande plus prudente...

Interrogé sur la question de la reconnaissance d'un État palestinien, Friedrich Merz a estimé que le moment n'était pas opportun. « *Les conditions nécessaires ne sont pas réunies* », a-t-il déclaré, soulignant toutefois qu'Israël devait veiller à ne pas prendre de mesures irréversibles qui compromettraient la création future d'un tel État. Cette formulation illustre une ligne allemande marquée par la prudence : *ne pas fermer la porte à une solution politique à deux États, mais refuser d'envisager une reconnaissance immédiate.*

Pardonnez mon intrusion, M. Merz – vous voulez un État dans une contrée où tous les États musulmans existants ont été érigés par des chefs de tribus – Partition de l'ancien empire Ottoman par les puissances occidentales – dont et principalement l'Arabie saoudite. *L'État saoudien trouve sa source en 1744, lorsqu'une alliance est scellée entre un chef de tribu local, patriarche des Séoud, alors seigneurs de Nejd, Mohammed Ibn Saoud, qui s'associe avec un réformateur religieux, Mohammed Ben Abdelwahhab, fondateur du Wahhabisme, pour créer une nouvelle entité politique.*

[Cf Wikipedia](#)

Ou alors vous insistez pour ériger un État sur les cendres d'un autre, Israël, l'unique État juif au monde ? Car ces individus que vous appelez palestiniens auxquels vous voulez offrir un État, ne sont que des groupes de terroristes, des opportunistes, épaulés par leurs frères arabes – la confrérie musulmane. Aucun d'eux n'a de formation étatique et tous nourrissent la

même ambition de voir Israël disparaître et l'Occident avec. En outre, ils ne seront jamais des démocraties, mais bien des théocraties des plus cruelles au plus tolérantes.

Nous avons aujourd'hui beaucoup de mal à « digérer » votre décision d'accorder un trône à un terroriste célèbre du Daech, **Abu Mohammad al-Julani**, assis à la tête de la Syrie, et Dieu seul sait quels sont ses projets réels, envers les Occidentaux et Israël.

L'Allemagne n'est pas seule à piailler dans cette direction – La Belgique est aussi contre un État palestinien.

Le Premier ministre belge Bart de Wever a tenu, en Allemagne, des propos qui marquent une inflexion claire de la diplomatie de son pays vis-à-vis du conflit israélo-palestinien. Lors d'une conférence de presse conjointe avec le chancelier allemand Friedrich Merz, il a affirmé que la reconnaissance d'un État palestinien ne pouvait se faire qu'à la condition de réunir plusieurs garanties fondamentales.

Une reconnaissance jugée « inutile » sans conditions

Pour Bart de Wever, accorder une reconnaissance symbolique ou immédiate à la Palestine, sans cadre sécuritaire ni politique clair, serait « dénué de sens » et même « potentiellement nuisible ».

Selon lui, quatre conditions doivent impérativement être réunies avant toute décision européenne ou nationale :

- **La disparition complète du Hamas**, considéré comme un obstacle majeur à la stabilité régionale.
- L'émergence d'une **Autorité palestinienne crédible et réformée**, capable de gouverner efficacement. ????

- Un accord sur les frontières, condition essentielle pour la viabilité d'un futur État.
- Des garanties de sécurité pour Israël, élément central sans lequel aucune reconnaissance ne saurait être envisagée.

Cette prise de position s'inscrit dans un contexte où plusieurs pays européens débattent d'une reconnaissance unilatérale de la Palestine. Pour le Premier ministre belge, une telle démarche risquerait non seulement de ne pas faire avancer le processus de paix, mais aussi d'alimenter de nouvelles tensions si elle ne repose pas sur des bases concrètes.

Apparemment, quelques jours avant l'échéance promise par Emmanuel Macron de reconnaître durant la session du mois de Septembre prochain à l'ONU l'État palestinien, beaucoup de corbeaux quitteront la branche...

Finalement, Emmanuel Macron aurait donné un petit coup de pouce comme toujours dans la mauvaise direction, puisqu'il n'aura réussi qu'à engendrer des fantasmes au sein des arabo-musulmans tout en déchaînant l'ire de tous les juifs du monde, et ceux de la France en particulier.

Le rôti (Macron) est bien cuit Madame, et peut-être servi...

Thérèse Zrihen-Dvir